



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 10 NOV. 2023

imposant à la société Strasbourg Centre Energies (SCE) des conditions transitoires d'exploitation et de mesure des émissions de son appareil de combustion « GE4 » de la chaufferie située 5 route du Petit Rhin à Strasbourg

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND-EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU le code de l'environnement et notamment son article R. 181-45 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 27 mars 2019 définissant les prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter la chaufferie de l'Esplanade au 5 route du Petit Rhin à Strasbourg ;
- VU la demande du 03 août 2023, reçue le 23 août 2023, par laquelle la société Strasbourg Centre Energies (SCE) demande à modifier temporairement les conditions d'exploitation et de surveillance des émissions de la chaudière GE4 de sa chaufferie de Strasbourg-Esplanade ;
- VU le rapport du 20 septembre 2023 de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que les travaux de modernisation de la chaufferie de l'Esplanade nécessiteront le raccordement temporaire, entre le 02 octobre 2023 et le 02 janvier 2024, de la chaudière GE4 à une cheminée où l'installation de baies d'analyse en continu n'est pas techniquement possible ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant se propose, durant cette période, d'utiliser prioritairement les chaudières GE1 et GE2 et, si GE4 devait être exceptionnellement utilisée, de ne l'alimenter qu'au gaz naturel, de réaliser des mesures quotidiennes de ses émissions par des moyens rapides mais néanmoins éprouvés (« mallette combustion »), de réaliser à ce moment une mesure normée par un organisme accrédité pour s'assurer de la représentativité de la surveillance journalière ;

CONSIDÉRANT l'impérieuse nécessité de garantir le maintien d'une capacité d'alimentation du réseau de chaleur ;

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Pendant la période du 02 octobre 2023 au 02 janvier 2024, il est toléré que les émissions atmosphériques de la chaudière GE4 de la chaufferie de l'Esplanade exploitée au 5 route du Petit Rhin par la société Strasbourg Centre Energies (SCE, 14 place des Halles, 67000 Strasbourg) puissent ne pas être mesurées en continu.

Durant cette période, l'exploitant exploite en priorité les chaudières GE1 et GE2, et si la chaudière GE4 doit exceptionnellement être utilisée :

- n'alimente cette chaudière GE4 qu'au gaz naturel ;
- réalise des mesures quotidiennes des émissions d'oxyde d'azote et de monoxyde de carbone de cette chaudière, dont les résultats, rapportés aux conditions qu'indique l'arrêté préfectoral du 27 mars 2019, sont enregistrés ;
- réalise une campagne d'analyse des fumées de cette chaudière par un organisme agréé, dans le respect de l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2019.

Article 2 Frais :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société SCE.

Article 3 Mesures de publicité :

Les mesures de publicité de l'article R. 181-45 du code de l'environnement sont appliquées au présent arrêté.

Article 4 Droits des tiers :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 Sanctions :

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales définies aux sections 1 et 2 du chapitre IV du livre V, titre 1^{er}, du code de l'environnement.

Article 6 Voies et délais de recours :

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

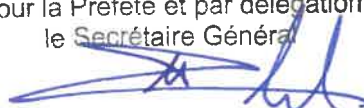
Article 7 Exécution :

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargé de l'inspection des installations classées ;
- la société SCE ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- au maire de Strasbourg.

La préfète,
Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général



Mathieu DUHAMEL

